



URGENCE PANDÉMIE

#COVID19 : LE PLAN D'ACTION DE LA DISSIDENCE FRANÇAISE



DISSIDENCEFRANÇAISE

NATIONAL - SOCIAL - IDENTITAIRE

Le 24 janvier 2020, la France devenait le sixième pays touché par l'épidémie de coronavirus. Deux mois plus tard, notre pays compte plus de 20 000 cas dépistés et près de 900 décès imputables au COVID-19. La France est confinée, son personnel soignant est mobilisé en première ligne face à l'épidémie, son économie est à l'arrêt, et les inquiétudes grandissent.

Cette situation inédite impacte l'ensemble de la société française et laisse entrevoir un terrible bilan, tant humain qu'économique, à l'issue de cette crise pandémique. D'ores et déjà, il convient de tirer les premières conclusions de cet évènement et de formuler des propositions de sortie de crise.

Les pouvoirs publics ont tardé à agir. Le gouvernement d'Emmanuel Macron a failli à sa responsabilité et a multiplié les fautes et les erreurs. Sa gestion calamiteuse de la pandémie restera - à l'instar de celle de la catastrophe de Lubrizol - comme l'un des plus graves scandales sanitaires de son mandat.

Les propositions formulées par la majorité et le gouvernement sont insuffisantes. La situation critique dans laquelle se trouve notre pays ne doit pas laisser la place à la polémique, mais plutôt appeler des mesures d'un autre ordre, tant à court terme - pour ce qui concerne la gestion de l'épidémie proprement dite - qu'à moyen et long terme - pour ce qui concerne la résilience de la société et la préparation aux crises à venir.

Force d'opposition, mais aussi force de proposition et de recours, la Dissidence Française présente aujourd'hui son plan d'action « Urgence Pandémie » pour faire face aux défis que révèle cette crise sanitaire.

Vincent Vauclin
Président de la Dissidence Française



1. RÉTABLIR L'ORDRE PUBLIC

Le constat :

Face à l'avancée de l'épidémie, le gouvernement a décidé le confinement de la population, la généralisation du télétravail ou du chômage partiel, et la fermeture de nombre d'établissements recevant du public. L'instauration du confinement vise à limiter le nombre de contagions, à désengorger les hôpitaux et à permettre au personnel soignant de gérer au mieux l'afflux de nouveaux patients. Le confinement est donc une mesure nécessaire qui doit être appliquée et respectée partout, et par tous. Pourtant, dans un certain nombre de quartiers immigrés les règles de confinement et les consignes de distanciation sociale ne sont manifestement ni respectées ni appliquées. Pire : les incidents et les provocations de leurs habitants se multiplient contre les pompiers et les forces de l'ordre chargés de les faire appliquer. De véritables émeutes ont éclaté et ont opposé les forces de l'ordre aux racailles qui refusent de se plier aux règles et qui saisissent la moindre occasion pour défier l'autorité de l'Etat et ses représentants. Ce fut notamment le cas à Trappes, Mantes-la-Jolie, Sartrouville, Bondy, Torcy, Champs-sur-Marne ou encore Aulnay-sur-Bois. Ainsi, non seulement ces individus menacent directement la vie des policiers appelés à rétablir l'ordre dans ces quartiers mais, en outre, ils mettent indirectement en péril la vie de chaque français qui, par leur faute, pourraient être privé d'un lit en service de réanimation à cause de l'explosion du nombre de cas qui résultera nécessairement de la non-application des consignes de confinement. Des échanges internes aux services de police ont également révélé que des consignes ont pu être données localement pour dispenser des individus de confession juive de présenter l'attestation dérogatoire de déplacement, qui s'impose pourtant à tous les français, au motif que le port d'objets les jours de shabbat serait proscrit selon la religion juive. Un autre document dévoilé par Sputnik révèle que la police a également reçu l'ordre explicite d'éviter certains "quartiers sensibles" de la région parisienne. Ainsi l'intérêt général s'efface une nouvelle fois face aux pressions communautaires, et les efforts de l'immense majorité des français qui respectent à la lettre les consignes de confinement pourraient être sapés par les agissements de minorités ethniques ou confessionnelles qui s'exonèrent des règles sanitaires et mettent en danger le personnel soignant mobilisé en première ligne contre l'épidémie.

Nos propositions :

- **Application stricte des consignes de confinement et de distanciation sociale partout et pour tous ;**
- **Verbalisation et interpellation systématique des contrevenants ;**
- **En cas de récidive, dépistage et placement immédiat en garde à vue du contrevenant ;**
- **En cas de résultat positif du dépistage, le contrevenant devra faire l'objet de poursuites systématiques et immédiates pour mise en danger de la vie d'autrui ;**
- **Déploiements de moyens supplémentaires sur le terrain pour faire respecter l'ordre public et les consignes de confinement, en faisant appel aux forces armées si nécessaire ;**
- **Généralisation du couvre-feu et des contrôles, en particulier dans les quartiers où des individus et des bandes délinquantes défient l'autorité de l'Etat.**



2. GAGNER LA BATAILLE SANITAIRE

Le constat :

Lors de son intervention télévisée du 16 mars 2020, Emmanuel Macron a évoqué à plusieurs reprises la "guerre" dans laquelle la nation était engagée contre l'épidémie. Pourtant, des paroles aux actes il y a un fossé que le gouvernement peine toujours à franchir. Car la conduite d'une guerre suppose à la fois une stratégie et des moyens. Or, dans les deux cas le gouvernement Macron a brillé par son imprévoyance, sa cacophonie et son impréparation : pénurie de masques, de tests de dépistage et de gels hydro-alcooliques, désorganisation de l'hôpital public, absence de matériel de protection adapté pour les soignants et les forces de l'ordre, consignes gouvernementales contradictoires, mise en danger de la population, absence de transparence, inapplication des mesures de confinement, maintien du premier tour des élections municipales, refus obstiné de fermer les frontières etc... Cette crise révèle ainsi l'état déplorable de notre système de santé malgré le dévouement des personnels soignants, et met en lumière l'incapacité des pouvoirs publics à assurer la continuité du service public et la protection nécessaire de ses agents et de sa population lors d'une crise majeure. Après plusieurs années d'une politique de démantèlement et de désorganisation de notre système de santé au nom d'impératifs budgétaires, les hôpitaux sont désormais débordés par l'afflux de patients qui ne peuvent plus être accueillis dans des conditions satisfaisantes. Malgré l'existence d'un arsenal de dispositifs d'urgence sanitaire, et l'aggravation rapide de la situation de nos voisins, notamment l'Italie et l'Espagne, le gouvernement a ignoré les avertissements de l'opposition et a tardé à prendre les mesures adéquates qui auraient pu éviter la propagation de l'épidémie et le recours aux mesures drastiques qui se sont imposées par la suite. Ainsi, les querelles politiciennes, l'aveuglement idéologique et l'inertie du gouvernement ont gravement exposé notre pays et sa population.

Nos propositions :

- **Réquisition de tous les moyens de production et des personnels nécessaires à la fabrication de masques de protections, de gels d'hydro-alcooliques et de tests de dépistage ;**
- **Distribution et port systématique de masques et gants de protection pour tous les personnels au contact avec le public, notamment les soignants, les policiers et les gendarmes ;**
- **Mobilisation de tous les personnels soignants aptes à la pratique clinique, civils ou militaires, actuellement en retraite ou en formation, en renfort des personnels déjà mobilisés ;**
- **Mise en place de centres supplémentaires de soins et de quarantaine par département, en réquisitionnant tous les moyens publics et privés nécessaires (cliniques privées notamment) ;**
- **Rétablissement permanent des contrôles aux frontières nationales, assortis de mesures de dépistage systématique dans tous les lieux de transit (aéroports, gares, ports et gares routières) ;**
- **Organisation immédiate d'essais cliniques pour évaluer l'efficacité de traitements expérimentaux et autorisation de l'usage de chloroquine pour traiter les patients infectés ;**
- **Nationalisation des grandes entreprises pharmaceutiques, instauration du contrôle des prix des médicaments, matériels et traitements nécessaires à la lutte contre l'épidémie.**

3. ATTÉNUER LE CHOC ÉCONOMIQUE

Le constat :

L'instauration de mesures drastiques de confinement et la fermeture d'un grand nombre d'entreprises expose notre pays à des difficultés économiques sans précédent : diminution considérable du chiffre d'affaire et des revenus de la plupart des acteurs économiques, généralisation du chômage partiel et du télétravail, suspension de toutes les activités non-nécessaire à la vie de la nation, fermetures des bars, des restaurants et des entreprises du tourisme ou de l'évènementiel, ruptures dans les chaînes d'approvisionnements, thésaurisation, accroissement de l'endettement public, risques de pénuries, faillites et cessations de paiement etc... À la crise sanitaire s'ajoute ainsi une crise économique et sociale d'une ampleur inédite et qui met en péril des dizaines de milliers d'entreprises qui sont autant de moteurs dont l'économie française ne peut durablement se passer. La réponse à une telle crise ne saurait se limiter à une injection massive de liquidités et de crédits dans l'économie, ni se cantonner à de simples reports de charges pour les entreprises. Au contraire, c'est en entamant dès maintenant une démarche de résilience et de relance économique que nous pourrions atténuer l'impact de ce choc et préparer notre économie à la sortie de crise.

Nos propositions :

- Suspension de l'ensemble des prélèvements obligatoires, pour les entreprises comme pour les particuliers, remplacés par une Taxe Unique sur les transactions électroniques et financières plafonnée au taux de 9% ;
- Instauration d'un moratoire sur le paiement de la dette publique et de ses intérêts ;
- Mise en place de la préférence nationale pour l'accès aux offres d'emplois, de crédits, de formations, de logements et d'allocations ;
- Instauration temporaire de la gratuité des services publics élémentaires (transports, eau, gaz, électricité) ;
- Suppression de l'ensemble des prestations sociales destinées aux immigrés en attente de régularisation ;
- Report des examens, des dates butoir des contrôles techniques automobiles, des inscriptions aux concours et aux formations, et des formalités administratives pour les entreprises comme pour les particuliers ;
- Annulation temporaire de tous les frais d'incidents bancaires et de découverts, assortie d'un plafonnement temporaire de tous les frais bancaires à un euro symbolique ;
- Planification de la relocalisation des activités économiques, en particulier celles concernant la fourniture de matériels médicaux et pharmaceutiques, et garantir l'approvisionnement et la distribution de denrées alimentaires face aux risques de pénurie ;
- Mise en place d'un dispositif accéléré et simplifié permettant le rachat par les salariés de leur entreprise lorsque celle-ci est menacée de faillite et de fermeture définitive.

4. PRÉPARER LA SORTIE DE CRISE

Le constat :

Rares sont les observateurs sérieux qui en doutent : si le gouvernement Macron s'est montré incapable de prévenir la crise et d'assurer sa mission de protection de la population, il est clair qu'il compte bien profiter cyniquement de cette situation pour accroître encore sa dérive autoritaire, pour restreindre davantage les libertés individuelles et collectives, et pour poursuivre son programme de démantèlement de la France. Le vote de la loi d'urgence sanitaire lui a ainsi octroyé des pouvoirs considérables. La prolongation durant plusieurs semaines, voire plusieurs mois, des mesures de confinements constitue ainsi une épreuve majeure, tant pour la démocratie que pour l'économie française. Dès aujourd'hui, il convient donc d'élaborer un plan de sortie de crise et de le mettre en oeuvre au plus vite. Il importe également de tirer les conclusions de cette crise et de faire le procès du mondialisme, de l'ouverture des frontières et du libre-échange qui furent des facteurs déterminants dans le développement et la diffusion rapide de cette épidémie. Enfin, il convient également de déterminer les responsabilités individuelles et collectives, ainsi que les manquements éventuels des différents acteurs en poste lors du déclenchement de cette crise.

Nos propositions :

- Lancement dans un délai maximum d'un mois d'un programme de dépistage massif et quotidien de la population, département par département, afin de permettre la levée progressive des mesures de confinement ;
- Maintien des mesures de distanciation sociale et des gestes barrières pour une durée fixée par la communauté scientifique ;
- Augmentation pérenne des crédits et des effectifs affectés à l'hôpital public, à la recherche fondamentale, et à la lutte contre les déserts médicaux ;
- Constitution de stocks stratégiques inaccessibles de matériels de protection et de dispositifs médicaux afin de pouvoir faire face à un éventuel rebond de l'épidémie ;
- Mise en place d'une commission d'enquête indépendante pour mener des investigations sur la cohérence des décisions prises par les responsables en poste lors du déclenchement de la crise ;
- Saisie du Parquet National Financier et lancement d'une enquête afin de déceler d'éventuels délits d'initiés, trafics d'influence et conflits d'intérêts commis par les principaux responsables en poste lors du déclenchement de la crise ;
- Versement d'une prime exceptionnelle de relance aux acteurs économiques impactés par la crise, et financée par un plan d'économies massives en matière d'immigration et de politique de la ville ;
- Rétablissement de la souveraineté et de l'indépendance de la France en matière d'économie, de monnaie, d'immigration, de défense et de politique étrangère ;
- Instauration d'une politique localiste et protectionniste, s'appuyant sur la détaxation de proximité, la taxation des importations, l'autonomie alimentaire, le développement des circuits courts et la relocalisation des activités économiques essentielles à la vie de la nation.



#DISSIDENCEFRANÇAISE
WWW.LA-DISSIDENCE.ORG
